

## **Ce qui est bon pour l'Europe est bon pour la Suisse !**

L'Union européenne a vécu, le 1<sup>er</sup> mai dernier, un élargissement historique avec l'adhésion de dix nouveaux pays, portant ainsi le nombre d'Etat membres à 25 pour une population totale de 455 millions d'habitants.

Les bonnes relations et les échanges culturels et économiques entre la Suisse et ces nouveaux adhérents ne datent pas d'aujourd'hui. De plus, la Confédération a servi de terre de refuge pour les soldats polonais lors de la seconde guerre mondiale, pour plus de 14 000 Hongrois lors de la répression soviétique à Budapest et pour des milliers de Tchécoslovaques lors du Printemps de Prague.

Plus récemment, notre pays s'est investi dès la chute du rideau de fer dans le processus de transformation économique et politique de l'Europe de l'est, tant financièrement que par des projets de coopération. L'élargissement de l'UE contribue à une pacification durable de notre continent et au développement d'une vaste zone de prospérité. Ce qui est bon pour l'Europe est bon pour la Suisse, qui aura bientôt l'occasion de renforcer les liens qu'elle a déjà tissés en étendant aux dix nouveaux membres de l'UE l'accord sur la libre circulation progressive et contrôlée des personnes, qui a été complété et sera de ce fait le seul des sept accords bilatéraux de 2002 à être soumis au référendum facultatif.

Pour pouvoir rejoindre l'Union, les pays candidats ont dû répondre à des conditions sévères parmi lesquelles je citerai des institutions garantissant la démocratie et le respect des droits de l'homme, ainsi que l'existence d'une économie de marché viable. Ces exigences ont nécessité d'importants efforts d'adaptation de leur part. En retour, l'UE a développé une assistance portant notamment sur l'amélioration de l'environnement et le développement des infrastructures. Cette aide à la reconstruction, calquée sur le modèle de celle qui a permis de relancer avec succès, dans les années 80, les économies de l'Espagne, du Portugal ou de la Grèce, tous trois également victimes de régimes oppressifs, sera poursuivie et la Suisse y contribuera financièrement.

Il y va de notre intérêt, tant il est vrai que les expériences réalisées avec les pays précités a prouvé que leur amarrage à l'Union avait stimulé leur croissance et contribué au développement de l'Europe d'alors. Les nouveaux Etats membres démontrent d'ailleurs un dynamisme qui les fait déjà devancer les anciens en termes de croissance ! Aujourd'hui, par exemple, le volume de nos exportations vers la Pologne est largement supérieur à celui à destination du Portugal ou de la Grèce. En élargissant les accords qui la lient aux Quinze à dix nouveaux partenaires totalisant 75 millions de consommateurs, la Suisse participera à l'expansion de leurs marchés tout en confirmant le choix de la voie bilatérale qui lui a si bien réussi jusqu'ici.

**Jean-Claude Chappuis**